

LIBERALISME, ETATISME, COMMUNISME...

Autant de formes de tromperies qui ne changent rien à la condition prolétarienne

Il va sans dire que les travailleurs de France, transformé du jour au lendemain en prolétaires par la Loi LE CHAPELIER, ne mirent pas longtemps à ressentir à quel point la fameuse " Liberté du travail " avait fait d'eux moins que des esclaves.

En état de Légitime défense et, en dépit des interdictions de décret du 14 juin 1791, ils cherchèrent à se grouper.

Après les décades de luttes farouches et sanglantes, ils obtinrent - enfin - par la loi du 21 mars 1884, le droit de se syndiquer.

Mais, si cette loi permettait - partiellement du moins - une relative et progressive amélioration des effets de la dissociation révolutionnaire du Travail et du Capital, elle n'apportait - par contre - aucune solution à ses causes.

...Elle codifiait même la distinction des classes.

Les ouvriers avaient leurs syndicats ?

Les patrons eurent les leurs !...

...Et la lutte continua de plus belle !... Le prolétariat aussi !...

Il faut, du reste, bien comprendre que la démocratie électorale a tout intérêt à voir durer ce combat.

La lutte des classes est, en effet, la véritable "tarte à la crème " des politiciens et des syndicalistes du système : les uns prospèrent dans la "défense de la classe ouvrière ", les autres, dans celle des " bourgeois " !

Mais, à vrai dire, " bourgeois " et " ouvriers " y perdent : les premiers, tout ou partie de leur tranquillité et de leurs avantages par suite des grèves, " lock out ", ingérences étatiques et syndicalistes diverses ; les seconds plus encore, hélas ! puisque ce combat permanent - à côté des quelques gains obtenus - risque toujours d'aller pour eux jusqu'à la perte, pure et simple, de leur pain quotidien par le chômage ou par la faillite de leur entreprise.

Devant cet état de chose catastrophique pour les travailleurs, certains penseurs et philosophes en sont venus à la conclusion qu'en supprimant le Capital on supprimait, du

même coup, l'exploitation des travailleurs, ainsi que la ruineuse lutte es classes. Ces penseurs ont, par conséquent, préconisé le collectivisme marxiste.

Sans vouloir entrer dans de vaine polémique, on est bien obligé de reconnaître - si l'on veut rester objectif - que cette formule économique et sociale, peut-être flatteuse et théoriquement satisfaisante pour l'esprit, a totalement échouée dans la pratique. En effet, et loin de supprimer le prolétariat là où elle a su politiquement s'imposer, elle n'a fait - au contraire - que de l'étendre à tous !...

Pour nous, c'est ce qui la condamne irrémédiablement.

En outre, loin de faire disparaître le Capitalisme, elle à instauré un exclusif supercapitalisme d'Etat, finalement bien plus implacable, bien plus anonyme, bien plus " aliénant " encore que le Capitalise privé.

En fait, l'expérience collectiviste - là où elle a été tentée - a surtout démontré d'une part, que le Capital (quelle que soit sa forme) est l'élément complémentaire obligatoire du Travail et, d'autre part, que le prolétaire vivant dans une économie libérale n'a rien à envier au prolétaire intégré à une économie marxiste.

...Une seule chose diffère réellement entre ces deux systèmes. Dans le premier cas, la lutte des classes continue à commettre ses ravages alors que, dans le second, où le seul et unique syndicat autorisé est le syndicat officiel et où les grèves sont - de ce fait - farouchement interdite par l'Etat-Patron, il découle de source que la lutte des classes y est (théoriquement du moins) éteinte...faute de combattants!

Et c'est pourquoi il n'est pas tellement bizarre de voir tant de patrons et du supercapitaliste " privé " apporter leur appui financier aux idées, aux journaux, aux groupements marxistes. Pensez donc, un régime où il suffit d'être à la bonne place dans le Supercapitalisme d'Etat...pour ne plus avoir à se soucier des récriminations ouvrières et syndicales !...Quelle aubaine !...

Toutefois, certains théoriciens, un peu effarouchés tout de même par les excès du Collectivisme marxiste ou léniniste, préconisent un statut intermédiaire entre le libéralisme économique et la société communiste.

Dans ce système les petites et les moyennes entreprises demeurent - provisoirement du moins - entre les mains de leurs propriétaires. Les très grosses sont, progressivement absorbées, soit par la Banque et la Finance, soit par l'Etat.

Cette théorie présuppose - évidemment - que l'Etat soit un génie omniscient et omnicompétent dans des domaines aussi divers que l'extraction du charbon, la gestion d'un hôtel et la conduite d'un autobus, par exemple.

Comme - bien entendu - il n'en est rien, l'expérience prouve surabondamment que les entreprises contrôlées par l'Etat laissent le plus souvent des pertes - parfois énormes - en sont, pour le moins, d'une rentabilité nettement inférieur à celle de la moyenne des entreprises privées.

D'autre part, les travailleurs des entreprises étatisées demeurent - la plupart du temps - des prolétaires eux aussi, prolétaires qui ne doivent du reste pas être beaucoup plus satisfaits de leur sort que ceux du secteur privé... et qui le sont même, sans doute, beaucoup moins, si l'on juge par les meetings protestataires, les défilés récriminatoires et les grèves de contestation.

Une gestion aussi catastrophique entraînant fatalement des déficits, la seule manière de combler ces derniers, consiste évidemment pour l'Etat à avoir recours à l'impôt !... Et c'est ce qui permet au téléspectateur français - par exemple - de payer deux fois, sous forme de redevance annuelle et sous forme d'impôt direct supplémentaire, pour des émissions qu'il n'a - finalement - pas pu voir ... pour cause de grève !.

Pour nous résumer, il est donc possible de dire que le libéralisme économique engendre l'étatisme, lequel conduit tout droit au Socialisme et au Communisme ... sans qu'aucun d'eux ne libère le Travail de sa condition prolétarienne !.

Quelle est - par conséquent - la seule condition qui pourrait permettre d'atteindre ce but?

C'est, évidemment, celle qui donnerait au Travail la possibilité de devenir, à son tour, "propriétaire de quelque chose" dans la communauté de production, tout comme le Capital est déjà propriétaire de ses actions, de ses locaux, de ses machines et de ses matières premières.

Or, il se trouve que chaque travailleur est déjà - dans la pratique - propriétaire d'un bien qui lui est propre : son métier. Il suffit donc que cette propriété soit officiellement reconnue et légalisée pour le faire sortir du prolétariat.

Mais, il va sans dire, que le droit à la " Propriété du Métier " n'a jamais été reconnu aux travailleurs, ni par la révolution bourgeoise, ni par la révolution marxiste, ce qui n'a rien de surprenant du reste puisque ces prétendues révolutions n'ont jamais été autre chose - en fait - que le masque derrière lequel se cache le supercapitalisme "privé" et "socialiste".